

SOUS-COMMISSION DÉPARTEMENTALE POUR LA SÉCURITÉ CONTRE LES RISQUES D'INCENDIE ET DE PANIQUE ERP-IGH DU **FINISTERE**

SECRÉTARIAT : SDIS 29

Prévention Nord : 02-79-18-14-40 ou 02-79-18-14-41
Prévention Sud : 02-79-18-12-63 ou 02-79-18-12-64
grpt.prevention-evaluationdesrisques@sdis29.fr

PROCÈS-VERBAL D'ÉTUDE

Établissement	
Dénomination	Hôpital Le Jeune - E (Projet Fusion - Bâtiments B - C - D)
Adresse	17, rue de Brest – 29 290 Saint-Renan
Activité	Établissement de soins
N° de dossier Prévention	20673.E
Classement avant étude	Types : J - U Catégorie : 3 ^{ème}
Classement après étude	Types : J - U Catégorie : 3 ^{ème}

Identification de la demande	
Pétitionnaire	Centre Hospitalier Le Jeune représenté par Mme Isabelle BEGOC
Service instructeur	Mairie
Document d'urbanisme	PC0292602400022 en date du 29 juillet 2024
Date de réception du dossier	08 août 2024
Date de séance	07 novembre 2024
<p>Selon la déclaration du maître d'ouvrage et la notice de sécurité :</p> <p>« Cette demande de permis de construire concerne la restructuration et la réhabilitation des résidences seniors de Kernatous et Lescao, afin de créer un seul ensemble pour l'accueil des personnes âgées, ainsi que le rapatriement du service d'addictologie au cœur du site du centre hospitalier Lejeune.</p> <p>La construction, en extension, d'un lien entre les deux bâtiments existants est la pièce manquante du puzzle architectural et urbain afin de permettre sa mutation vers un lieu renouvelé et de redonner du sens pour les résidents et le personnel mais également pour les visiteurs. »</p>	

Effectifs			
Effectif Public : 272		Effectif Personnel : 82	Effectif total : 354
Classement de l'établissement après l'étude			
Types	J - U	Catégorie	3 ^{ème}

I. Textes réglementaires applicables

Compte tenu du classement de l'établissement, il est assujéti aux textes suivants dans le domaine de la sécurité incendie :

- Code de l'Urbanisme
- Code de la Construction et de l'Habitation (CCH)
- Décret n°95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité (C.C.D.S.A)
- Arrêté n° 29-2024-06-24-00002 du 24 juin 2024 du Préfet du Finistère relatif à la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité
- Articles GN (dispositions applicables à tous les établissements recevant du public - Livre I du règlement de sécurité)
- Arrêté du 25 juin 1980 modifié portant approbation du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public
- Arrêté Préfectoral n° 29-2021-01-12-006 du 12 janvier 2021 portant approbation du Règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie
- Arrêté du 19 novembre 2001 modifié relatif aux établissements de type J
- Arrêté du 10 décembre 2004 (applicable à compter du 22 avril 2005) modifié relatif aux établissements de type U

II. Demande de dérogation et d'avis

Demande de type Avis : 07/2024-1- Création d'un seul établissement type J avec activités partielles type U

Objet	Justification	Articles concernés	Mesure compensatoire proposée
<p>Les ailes du bâtiment LESCAO, les 2/3 du bâtiment KERNATOUS et l'extension créée accueilleront des personnes âgées dépendantes en unités protégées ou unités de vie. L'usage de ces locaux répond aux articles J. Nous proposons donc de classer le nouvel établissement dans son ensemble en type J. L'ensemble des articles type J sont appliqués.</p> <p>Cependant, le service d'addictologie (CSA) intégrera le bâtiment KERNATOUS existant sur 2 niveaux. Ce service relève du type U, puisqu'il délivre des soins à des personnes adultes de tout âge. Les deux niveaux du CSA répondront aux articles type U.</p> <p>Nous sollicitons l'avis de la commission afin de créer un seul ERP type J avec activité partielle en type U sans isolement aux tiers entre eux et sans séparation des alimentations et des réseaux.</p>	<p>Le projet du CH Le Jeune est bien de rassembler l'EPHAD et le CSA dans un même et unique établissement afin de mutualiser certains services (vestiaires, distribution des repas, services techniques, centrale SSI, réseaux...) et garantir la sécurité du CSA qui se trouve actuellement dans un bâtiment isolé (risques importants d'intrusion).</p>	<p>J7 - CO10 - CO6 - U5</p>	<p>Néant</p>

Analyse de risque :

Le règlement de sécurité permet la création d'un seul établissement en type J et U lorsqu'il n'est pas classé "à risques particuliers", ce qui est le cas.

De plus, le pétitionnaire précise que les alimentations et les réseaux sont communs.

Demande de type Dérogation : 07/2024-1- Fluides médicaux

Objet	Justification	Article concerné	Mesure compensatoire proposées
Les personnes âgées résidant dans l'EPHAD sont des personnes pour la plupart très dépendantes. Seules les unités de vie protégées ne nécessitent pas de fluides médicaux. Les chambres existantes sont aujourd'hui équipées en fluides médicaux. Nous souhaitons l'avis de la commission afin de conserver les fluides médicaux dans les chambres existantes du type J, et de pouvoir en disposer dans les chambres créées hors unités de vie protégées.	La présence de fluides médicaux est nécessaire dans les unités courantes (vide+oxygène).	J32	Néant

Analyse de risque :

La présence de fluides médicaux est prévue pour les activités de type U et interdite pour celles relevant du type J.

Pour autant, les établissements classés selon le type J font l'objet de dispositions aggravantes notamment en matière de conception des "zones" (zones de détection, zones de mise en sécurité incendie).

Ces dispositions sont de nature à limiter le développement d'un incendie et améliore donc considérablement le niveau de sécurité.

Demande de type Dérogation : 07/2024-2-Unités de 15 lits dans l'existant

Objet	Justification	Article concerné	Mesure compensatoire proposée
La configuration spatiale du bâtiment LESCAO permet l'identification de zones de 14 lits au plus bénéficiant d'une sortie à niveau sur l'extérieur sans traversée de zones sinistrées ou par un ascenseur. Nous souhaitons l'avis de la commission afin de conserver toutes les chambres existantes et créer une zone J12 de 15 lits.	Cependant, une zone J12 demande d'accueillir 15 lits au R+1.	J12	Néant.

Analyse de risque :

Ajouter un lit supplémentaire porte la capacité d'hébergement à 15 au lieu de 14. Cette mesure n'est pas de nature à abaisser le niveau de sécurité dans la zone en cas d'éclosion d'un incendie.

Demande de type Avis : 07/2024-2-Déclencheurs manuels

Objet	Justification	Article concerné	Mesure compensatoire proposée
Nous proposons de placer les déclencheurs manuels de l'alarme incendie dans le bureau transmission pour les unités protégées (personnes désorientées) et non à proximité des entrées, de manière à ce qu'ils soient actionnés uniquement par le personnel. Nous sollicitons la commission sur cette implantation.	Éviter le déclenchement intempestif de l'alarme par les personnes désorientées.	J37	Néant

Analyse de risque :

Cette disposition est prévue par la réglementation : "Exceptionnellement, après avis de la commission de sécurité, et dans des zones accueillant des personnes désorientées, les déclencheurs manuels d'alarme peuvent être uniquement installés dans les locaux accessibles au personnel seul".

III. Prescriptions

Le projet étudié doit être réalisé conformément à la notice descriptive de sécurité et aux plans transmis. Toutes les modifications doivent être soumises pour avis au groupement prévention.

Prescriptions sur le projet

- N°1** Matérialiser l'interdiction de stationner par une signalisation appropriée, sur la voie d'accès au bâtiment, afin d'assurer en permanence la liberté de passage des engins de secours. En outre, si des dispositifs de condamnation de ces voies sont prévus, ils doivent pouvoir être facilement ouverts ou détruits par les services de secours qui seront consultés à cet effet (par exemple, chaînes, potelets, etc.).

Arrêté du 25 juin 1980 modifié portant approbation du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public - CO 2

- N°2** Permettre la mise en station d'une échelle aérienne devant chacune des quatre façades accessibles et répondant aux caractéristiques de la voie engin, dont les dispositions sont complétées et modifiées comme suit :

- la longueur minimale est de 10m,
- la largeur libre est de 4m,
- la pente maximum est de 10%,
- la distance maximale entre deux points d'accès (balcons, coursives, etc.) ne doit pas excéder 20m.

Arrêté du 25 juin 1980 modifié portant approbation du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public - CO 2

- N°3** Repérer les baies accessibles en plaçant un signal centré sur le système d'ouverture et contrastant avec la façade. L'utilisation des bandes ou peintures luminescentes est souhaitable.

Arrêté du 25 juin 1980 modifié portant approbation du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public - CO 3

- N°4** Isoler les locaux à risques importants suivants :

- Pharmacie RDC haut du bâtiment CSA,
- Locaux infirmerie/soins au RDC haut du bâtiment LESCAO ;

par des parois et planchers hauts coupe-feu de degré 2h.

Les dispositifs de communication avec les autres locaux devront être coupe-feu de degré 1h, l'ouverture se faisant dans le sens de la sortie, les portes étant munies de ferme porte.

Ces locaux ne doivent pas être en communication directe avec les locaux et dégagements accessibles au public.

Arrêté du 25 juin 1980 modifié portant approbation du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public - CO 28

- N°5** Isoler les chaufferies situées au R+2 et au RDC Bas du bâtiment LESCAO, par des planchers hauts et les parois verticales de degré coupe-feu deux heures. Les dispositifs de communication avec les autres locaux doivent être coupe-feu de degré une heure, l'ouverture se faisant vers la sortie et les portes étant munies de ferme-porte. Dans le cas où le local s'ouvre sur un local accessible au public le dispositif de communication est un sas coupe-feu 1 heure (muni de deux portes pare-flammes 1/2 h dotées de ferme-porte). Les portes doivent s'ouvrir dans le sens de la sortie.

Arrêté du 25 juin 1980 modifié portant approbation du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public - CH 5

- N°6** Afficher un plan schématique des zones de détection incendie à proximité du tableau de signalisation du système de sécurité incendie. Chaque zone de détection doit pouvoir être rapidement inspectée par la personne concernée.

Arrêté du 25 juin 1980 modifié portant approbation du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public - MS 55

- N°7** Informer le personnel de l'établissement de la signification du signal sonore d'alarme générale sélective. Cette information doit être complétée éventuellement par des exercices périodiques d'évacuation.

Arrêté du 25 juin 1980 modifié portant approbation du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public - MS 67

N°8 Désigner et entraîner du personnel à l'évacuation des résidents par transfert horizontal avant l'arrivée des secours et à l'exploitation du SSI.

Arrêté du 19 novembre 2001 modifié relatif aux établissements de type J - J 35

N°9 Organiser des exercices pratiques, au moins une fois par semestre, ayant pour objet d'instruire le personnel sur la conduite à tenir en cas d'incendie.

Arrêté du 19 novembre 2001 modifié relatif aux établissements de type J - J 39

IV. Contrôle de conformité et réception de travaux

Ce procès-verbal doit être transmis, par le maître d'ouvrage, à l'organisme agréé chargé du contrôle de la conformité des travaux.

Préalablement à toute ouverture ou exploitation des locaux ayant fait l'objet des travaux, les documents suivants doivent être établis :

- une attestation par laquelle le maître d'ouvrage certifie avoir fait effectuer l'ensemble des contrôles et vérifications techniques relatifs à la solidité conformément aux textes en vigueur ;
- une attestation du bureau de contrôle, lorsque le projet touche à la structure du bâtiment, précisant que la mission solidité a bien été exécutée. Cette attestation est complétée par les relevés de conclusions des rapports de contrôle, attestant la solidité de l'ouvrage ;
- un Rapport de Vérifications Réglementaires Après Travaux (RVRAT) établi par un organisme agréé par le ministre de l'Intérieur portant sur la conformité des travaux au regard des règles applicables en matière de sécurité d'incendie.

Compte tenu de la nature du projet, il est proposé de réceptionner les travaux selon les modalités suivantes :

- visite de réception spécifique à programmer sur demande de l'exploitant auprès de la municipalité.

Lorsqu'une visite de réception spécifique est envisagée, l'article 43 du décret n° 95-260 du 8 mars 1995, précise que la demande de passage de la commission de sécurité avant ouverture au public de l'établissement, devra être transmise en mairie, au moins un mois, avant la date de passage souhaitée.

V. Avis de la commission de sécurité incendie

Après délibération, la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique ERP-IGH du FINISTÈRE émet, en date du **jeudi 07 novembre 2024**, un avis :

FAVORABLE	à la demande de type Avis : 07/2024-1- Création d'un seul établissement type J avec activités partielles type U
FAVORABLE	à la demande de type Dérogation : 07/2024-1- Fluides médicaux
FAVORABLE	à la demande de type Dérogation : 07/2024-2-Unités de 15 lits dans l'existant
FAVORABLE	à la demande de type Avis : 07/2024-2-Déclencheurs manuels
FAVORABLE	au projet référencé PC0292602400022 - Restructuration partielle et réhabilitation de la résidence Kernatous.

La présidence de la sous-commission départementale
pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique
ERP-IGH du FINISTÈRE

Le chef du service interministériel
de défense et de protection civiles



Sophie LE MAILLOT

07/11/24 09:26:13

Annexes au procès-verbal : N°1 : Détermination des effectifs et des dégagements N°2 : Descriptif de l'établissement

ANNEXE N°1 : Détermination des effectifs et des dégagements

Calculs des effectifs

Niveau	Désignation de l'espace	Article / Mode de calcul	Valeur de référence	Effectif résidents	Effectif visiteurs	Effectif personnel	Effectif total
R+2	EPHAD	J2 - [Eff. max. rés.] + [1 visiteur / 3 rés.]	39 résidents + 13 visiteurs	39	13	15	67
R+1	CSA	U2 §1 - [1 pers. / lit] + [1 pers. / 3 lits] + [1 visiteur / 2 lits] - (longue durée)	18 personnes + 6 personnes + 9 visiteurs	24	9	11	44
R+1	EPHAD	J2 - [Eff. max. rés.] + [1 visiteur / 3 rés.]	39 résidents + 13 visiteurs	39	13	15	67
RDC haut	CSA	U2 §2 - Déclaration (Hôpitaux de jour, thermalisme)	6 patients	6		1	7
RDC haut	EPHAD	J2 - [Eff. max. rés.] + [1 visiteur / 3 rés.]	68 résidents + 23 visiteurs	68	23	27	118
RDC bas	EPHAD	J2 - [Eff. max. rés.] + [1 visiteur / 3 rés.]	28 résidents + 10 visiteurs	28	10	13	51
Total établissement				272		82	354

Calculs des dégagements

Bât. / Aile / Zone	Niveau	Effectifs cumulés des niveaux	Dégagements exigés	Dégagements prévus	dont direct sur extérieur
EPHAD	R+2	67	2 dégt. de 1 UP ou 1 dégt. de 2 UP + 1 dégt. acc. (< 101 pers.)	2 esc. de 2 UP+2 esc. de 1 UP	1 esc. de 1 UP
EPHAD+CSA	R+1	178	2 dégt. totalisant 3 UP (101 à 200 pers.)	3 esc. de 2 UP+2 esc. de 1 UP	1 esc. de 1 UP
EPHAD+CSA	RDC haut	303	2 dégt. totalisant 5 UP (301 à 400 pers.)	4 dégt. de 2 UP+4 esc. de 2 UP+4 dégt. de 1 UP+1 dégt. acc	4 dégt. de 2 UP+4 dégt. de 1 UP+1 dégt. acc
EPHAD+CSA	RDC bas	354	2 dégt. totalisant 5 UP (301 à 400 pers.)	6 dégt. de 2 UP+1 dégt. de 1 UP	6 dégt. de 2 UP+1 dégt. de 1 UP

ANNEXE N°2 : Descriptif de l'établissement

Descriptif de l'établissement

Situation actuelle de l'établissement :

L'établissement occupe le RDC bas, le RDC haut, le R+1, le R+2 d'un bâtiment à usage d'établissement d'accueil pour personnes âgées et d'établissement de soins.

Il comprend trois unités : LESCAO, KERNATOUS, CSA (centre de soins en addictologie).

L'unité de LESCAO comprend :

- Au R+2 : 25 chambres simples, 2 chambres doubles, 1 local linge sale, 1 office, 1 local CTA, 1 chaufferie, 1 salon, 2 salles de soins, 1 salle de bain, 1 bureau cadre de santé, 5 locaux de rangement, 3 ascenseurs.
- Au R+1 : 28 chambres, 4 locaux de rangement, 1 salon, 1 salle de soins, 1 vidoir, 1 sanitaire, 1 salle de bain, 2 ascenseurs, 1 local linge propre, 1 local linge sale.
- Au RDC haut : 27 chambres, 1 chambre double, 1 local linge propre, 1 local linge sale, 5 sanitaires, 1 SAS, 1 salon des familles, 3 bureaux dont 1 bureau surveillant, 1 zone boutique/bar de 24 m², 1 zone accueil détente de 118 m², 1 local centrale SSI, 1 local coiffure, 2 infirmeries, 1 hall desservant 2 ascenseurs, 1 vidoir, 1 salle de soins, 1 salon de 24 m², 1 salle de bains, 4 locaux de rangement, 1 restaurant/salle à manger de 242 m², 1 office, 1 ascenseur, 1 cuisine et ses annexes exclusivement réservées aux personnels sont aménagées autour d'un patio de 12 m².
- Au RDC bas : 1 lingerie et ses annexes, 1 local stockage de matelas, 1 local tri et stockage des déchets, 1 salle de pause, 1 salle de formation de 46m², 1 aire de réception associée 1 local de stockage de produits lessiviels, 1 local de stockage/bureau, 3 ascenseurs, 1 chaufferie de 36 m², 1 local TGBT, 2 vestiaires, 1 salle d'eau, 3 locaux de rangement, 1 local traitement de l'air, 2 halls, 1 bureau, 1 atelier maintenance de 93 m², 1 salle polyvalente de 185 m², 1 office, 1 restaurant de 80 m², 1 cafétéria, 4 sanitaires, 1 local détente, 1 office de réception, 1 salle de réception, 1 salle de commission menus/bureau.

L'unité de KERNATOUS comprend :

- Au R+2 : 2 cages d'escaliers encloisonnées qui rejoignent le RDC bas, 2 ascenseurs, 1 terrasse extérieure de 28 m², 1 salon d'activités de 43 m², 1 sanitaire public, 1 local de rangement, 10 chambres, 1 local disponible.
- Au R+1 : 2 cages d'escaliers encloisonnées qui rejoignent le RDC bas, 2 ascenseurs, 1 salle à manger de 91 m² qui s'ouvre sur une terrasse extérieure de 23 m², 1 local rangement, 1 local CTA, 1 sanitaire public, 1 office alimentaire, 10 chambres, 1 local technique.
- Au RDC haut : 1 salle à manger de 147 m², 40 chambres, 3 cages d'escaliers encloisonnées, 3 ascenseurs, 2 vidoirs, 3 locaux de rangement, 1 local déchets, 1 local linge propre et 1 local linge sale, 7 bureaux, 2 espaces famille dont 1 cocooning, 1 salle d'attente, 1 salle d'animation/cuisine thérapeutique de 69 m², 1 pharmacie, 1 poste de soins, 1 local SSI, 2 sanitaires, 1 espace ressources professionnelles, 1 local réception chariots, 1 office.
- Au RDC bas : 3 cages d'escaliers encloisonnées, 3 ascenseurs, 28 chambres, 3 locaux rangement, 1 local MEN, un local réserve, 2 sanitaire personnels, 1 local vidoir, 1 salle de bains, 2 sanitaire PMR, 2 espaces de vie de 132 m² et 135 m² qui s'ouvrent sur une terrasse, 1 jardin intérieur, 1 local SSI, 1 local CTA, 1 local ménage, 1 local linge propre et 1 local linge sale, 1 office, 1 local bien-être, 5 bureaux, 1 salon famille, 1 sanitaire public, 1 salle kiné/ergo/APA, 1 hall de 30 m².

L'unité CSA comprend :

- Au R+1: 1 salle de réunion, 1 pharmacie, 1 local rangement, 1 salle de soins, 2 bureaux, 1 cage d'escaliers encloisonnée, 2 ascenseurs, 1 salle de bains, 1 local électrique, 19 chambres, 4 sanitaires, 1 buanderie patients, 1 local linge propre et 1 local linge sale, 1 zone séjour, 1 terrasse.
- Au RDC haut : 5 bureaux dont 2 de consultations, 3 salons dont 1 des familles, 1 cafétéria, 2 ascenseurs, 1 cage d'escaliers encloisonnée, 1 salle à manger, 1 local asso, 1 local bien-être, 1 local électrique, 1 salle de pause, 2 salles d'ateliers polyvalents, 1 salle d'activités pour le sport adapté, 1 salle d'ateliers pratiques innovantes, 1 local rangement, 1 WC, 1 bureau médecin, 1 accueil/secrétariat, 1 salle de soins, 1 salle atelier HDJ.
- AU RDC bas : des locaux à risques moyens (réserves, local CTA, vestiaires hommes et femmes, local TGS, local TGBT), 1 bureau, 1 sous-station, 2 ascenseurs.

Plancher bas du dernier niveau : 8 m < h < 18 m

Situation projetée de l'établissement après réalisation des travaux suivants :

N° d'urbanisme	Objet	Actualisation du descriptif de l'établissement après réalisation des travaux
PC0292602400022	<ul style="list-style-type: none"> Restructuration et réhabilitation des résidences seniors de Kernatous et Lescao afin de créer un seul ensemble; Rapatriement du service d'addictologie sur ce même site. 	

Dérogation(s) accordée(s) à l'établissement :

Date	Objet	Articles concernés	Mesure compensatoire
7 nov. 2024	<p>Avis – 07/2024-1- Création d'un seul établissement type J avec activités partielles type U</p> <p>Les ailes du bâtiment LESCAO, les 2/3 du bâtiment KERNATOUS et l'extension créée accueilleront des personnes âgées dépendantes en unités protégées ou unités de vie. L'usage de ces locaux répond aux articles J. Nous proposons donc de classer le nouvel établissement dans son ensemble en type J. L'ensemble des articles type J sont appliqués.</p> <p>Cependant, le service d'addictologie (CSA) intégrera le bâtiment KERNATOUS existant sur 2 niveaux. Ce service relève du type U, puisqu'il délivre des soins à des personnes adultes de tout âge. Les deux niveaux du CSA répondront aux articles type U.</p> <p>Nous sollicitons l'avis de la commission afin de créer un seul ERP type J avec activité partielle en type U sans isolement aux tiers entre eux et sans séparation des alimentations et des réseaux.</p>	J7 - CO10 - CO6 - U5	Néant
7 nov. 2024	<p>Dérogation – 07/2024-1- Fluides médicaux</p> <p>Les personnes âgées résidant dans l'EPHAD sont des personnes pour la plupart très dépendantes. Seules les unités de vie protégées ne nécessitent pas de fluides médicaux. Les chambres existantes sont aujourd'hui équipées en fluides médicaux. Nous souhaitons l'avis de la commission afin de conserver les fluides médicaux dans les chambres existantes devant type J, et pouvoir en disposer dans les chambres créées hors unités de vie protégées.</p>	J32	Néant
7 nov. 2024	<p>Dérogation – 07/2024-2-Unités de 15 lits dans l'existant</p> <p>La configuration spatiale du bâtiment LESCAO permet l'identification de zones de 14 lits au plus bénéficiant d'une sortie à niveau sur l'extérieur sans traversée de zones sinistrées ou par un ascenseur. Nous souhaitons l'avis de la commission afin de conserver toute les chambres existantes et créer une zone J12 de 15 lits.</p>	J12	Néant.
7 nov. 2024	<p>Avis – 07/2024-2-Déclencheurs manuels</p> <p>Nous proposons de placer les déclencheurs manuels de l'alarme incendie dans le bureau transmission pour les unités protégées (personnes désorientées) et non à proximité des entrées, de manière à ce qu'ils soient actionnés uniquement par le personnel. Nous sollicitons la commission sur cette implantation.</p>	J37	Néant.

Défense Extérieure Contre l'Incendie

En application de l'article MS 6 et du Règlement Départemental de Défense Extérieure Contre l'Incendie, l'établissement requiert les besoins suivants :

Surface développée retenue*	Besoin minimal en eau			Point d'Eau Incendie (PEI)	
	Débit horaire	Durée d'extinction	Quantité d'eau	Nombre autorisé	Distance**
250 m² < x < 500 m²	60 m³/h sur 2 h soit 120 m³			1 ou 2 PEI	200 m

* Il s'agit de la plus grande surface non recoupée par des parois Coupe-Feu (CF) 1 heure au minimum.

** Distance maximale exigée réglementairement entre le 1^{er} PEI et l'entrée principale de l'établissement

Après consultation des données publiques **GéoBretagne**, les ressources actuelles sont :

Suffisantes

Accès des engins de secours

Désignation de la façade / voie	Aveugle ?	Caractéristique de la voie	Observation
Accessible depuis la rue de Brest	Non	Voie engin	Néant
Accessible depuis la rue de la Paix	Non	Voie engin	Néant
Accessible depuis la rue de la Paix	Non	Voie engin	Néant
Accessible depuis la rue de Lescao	Non	Voie engin	Néant